

1. En quoi consiste la campagne *Place au débat*?

Les femmes canadiennes ont des questions. *Place au débat* met au défi les chefs de partis d'y répondre.

Place au débat est une campagne qui demande aux chefs des partis politiques fédéraux de prendre des engagements concrets afin d'améliorer les conditions de vie des femmes, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde. Cela doit débiter par un débat des chefs diffusé à l'échelle nationale qui traite des réalités, des priorités et des besoins des femmes.

Place au débat est une campagne visant à créer une discussion pancanadienne sur l'égalité de genre et les droits des femmes en prévision des élections fédérales de 2015.

Nous sommes un regroupement de plus de 100 organisations de partout au Canada, représentant plus de 3.5 millions de Canadiennes et Canadiens. Nous pensons que les droits des femmes devraient être un enjeu électoral. Il est grand temps que les chefs de partis prennent les femmes au sérieux.

2. Est-ce une campagne partisane?

Non. *Place au débat* est une campagne strictement non partisane, qui ne soutient aucun candidat ni parti politique. La campagne est une initiative d'un regroupement de plus de 100 organisations de la société civile.

3. Que demandons-nous aux partis politiques fédéraux?

Nous demandons aux chefs des partis fédéraux de participer à un débat des chefs, télédiffusé à l'échelle du pays, sur les politiques et les enjeux qui affectent les conditions de vie des femmes suite au déclenchement des élections.

Nous demandons aux chefs de partis de démontrer comment ils comptent s'y prendre pour éliminer les inégalités de genre au Canada et pour promouvoir les droits des femmes dans le monde. Nous demandons notamment aux partis de prendre des engagements concrets afin de mettre fin aux violences envers les femmes et les filles, d'éliminer les inégalités économiques que vivent les femmes et de soutenir le leadership des femmes.

4. Pourquoi demander un débat des chefs?

Le seul et unique débat des chefs ayant porté sur des enjeux liés aux droits des femmes s'est tenu il y a 30 ans. En 1984, Brian Mulroney, Ed Broadbent et John Turner se sont adressés à la population quant

Le Regroupement pour les droits des femmes est un réseau de plus d'une centaine d'organisations de femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada qui vise à engager une discussion pancanadienne sur les droits des femmes en vue de la prochaine élection fédérale.

aux impacts de leurs politiques sur les conditions de vie des femmes. Il est grand temps d'avoir un autre débat.

Le débat permettra d'attirer l'attention sur les priorités, les besoins et les réalités des femmes – par exemple les questions d'équité salariale et de violence conjugale. Ces enjeux ont reçu trop peu d'attention au cours des dernières élections. Le débat sera l'occasion pour les chefs de partis de prendre position sur ces enjeux de grande importance pour les femmes et de clairement affirmer comment ils comptent s'y prendre afin d'améliorer les conditions de vie des femmes.

Le débat se penchera sur les principaux enjeux liés aux droits des femmes et permettra de lancer un débat pan canadien sur les droits des femmes et l'égalité de genre.

5. Pourquoi porter une attention particulière aux femmes?

La condition des femmes a évolué au cours des trente dernières années, mais les femmes font toujours face à des obstacles à leur bien-être, simplement pour le fait d'être femmes.

Au Canada, les femmes gagnent toujours 20 % de moins que les hommes pour le même emploi à temps plein, sont plus à risque de vivre dans la pauvreté, et consacrent deux fois plus de temps au travail non-rémunéré à la maison. Plus de mille femmes et filles autochtones ont été assassinées depuis 1980, et chaque jour plus de 8 000 femmes et enfants ont recours à des maisons d'hébergement.

Dans le monde, les femmes sont marginalisées et exclues économiquement. La violence envers les femmes est endémique et la violence sexuelle continue d'être utilisée comme arme dans les pays en situation de conflits. La lutte pour la protection des droits et l'égalité des femmes et des filles est loin d'être gagnée. 14 millions de filles sont mariées de force chaque année avant l'âge de 18 ans. Les femmes ne représentent toujours que 9 % du corps policier, 20 % des parlementaires et 27 % des juges dans le monde.

Ces enjeux touchent plus de la moitié de la population, et pourtant, ils ne sont généralement pas débattus lors des élections fédérales.

6. Pourquoi centrer le débat sur la condition des femmes particulièrement, plutôt que sur un plus large éventail d'enjeux sociaux?

Les Canadiennes et les Canadiens se préoccupent des enjeux liés aux inégalités, à la discrimination et à la violence que les femmes continuent de vivre et de subir, tant au Canada que dans le monde. Toutefois, durant les derniers débats des chefs, le mot « femmes » a seulement été mentionné brièvement et des enjeux cruciaux tels que la garde d'enfants, l'hébergement et l'équité salariale ont été

Le Regroupement pour les droits des femmes est un réseau de plus d'une centaine d'organisations de femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada qui vise à engager une discussion pancanadienne sur les droits des femmes en vue de la prochaine élection fédérale.

négligés. Pourtant, au cours de ces mêmes élections, le nombre de femmes ayant voté dépassait celui des hommes d'un demi-million.

Le fait de tenir un débat des chefs fédéraux sur des enjeux liés à l'égalité de genre et les conditions de vie des femmes permettra d'attirer l'attention du grand public sur les inégalités et la discrimination que connaissent les femmes, à l'échelle nationale et internationale.

7. Pourquoi ne pas simplement poser des questions sur des enjeux liés aux droits des femmes lors des débats généraux?

En dépit de l'apport essentiel des femmes à la vie économique, sociale et démocratique du Canada, leurs préoccupations ont reçu trop peu d'attention historiquement au cours des débats des chefs. À titre d'exemple, pendant les débats tenus en anglais en 2011, le mot « femmes » a rarement été prononcé et seulement un enjeu politique affectant spécifiquement les femmes (la violence envers les femmes) a été mentionné – une fois uniquement.

Une ou deux questions ne suffisent pas pour couvrir la multitude d'enjeux, de préoccupations, de priorités et de besoins des femmes. Les réalités vécues par celles-ci sont différentes et les défis auxquels elles font face sont complexes – incluant des services de garde d'enfants et d'hébergement accessibles et abordables, l'équité salariale, la pauvreté, la violence, la sous-représentation au sein du gouvernement et l'accessibilité des services. Un débat entièrement consacré à ces enjeux est plus que nécessaire et attendu depuis longtemps.

Les femmes travaillent dans différents domaines, jouent différents rôles au sein des communautés et des ménages, font face à des obstacles spécifiques au niveau professionnel et politique. Pourtant, les électeurs et les électrices au Canada ont très peu d'occasions d'entendre les partis politiques fédéraux expliquer en quoi leurs plateformes et leurs politiques électorales permettront d'éliminer ces fossés.

8. Pourquoi maintenant?

Le seul et unique débats des chefs de partis fédéraux portant sur des enjeux identifiés par les femmes remonte à il y a 30 ans. Plusieurs des enjeux soulevés à l'époque n'ont toujours pas été résolus. Un autre débat est plus que nécessaire.

Dans les dernières années, les organisations de défense des droits des femmes, au Canada et à l'international, ont fait face à de nombreux défis. Leur financement a été coupé, leurs approches fondées sur les droits de la personne ont été mis au défi, et l'espace de débat public et politique sur l'égalité de genre se réduit peu à peu.

Le Regroupement pour les droits des femmes est un réseau de plus d'une centaine d'organisations de femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada qui vise à engager une discussion pancanadienne sur les droits des femmes en vue de la prochaine élection fédérale.

Les prochaines élections fédérales représentent une occasion de créer un espace de dialogue national sur l'égalité de genre et d'inciter les partis politiques à expliquer en quoi consiste leur plan afin de faire du Canada un pays qui se préoccupe réellement des droits et de bien-être des femmes.

9. Comment se déroulera le débat?

Le débat sera animé par Le regroupement pour les droits des femmes qui dirige la campagne *Place au débat*. Le débat se tiendra au cours des quatre semaines précédant la journée des élections – entre le 19 septembre et le 19 octobre 2015, à condition que les élections ne soient pas devancées.

Le débat sera conçu de manière à souligner les enjeux pressants d'intérêt pour les Canadiens et les Canadiennes ainsi qu'à informer le grand public des plateformes électorales de chacun des partis politiques et de comment ils s'y prendront afin de répondre aux préoccupations des femmes et aux défis spécifiques qui se posent à elles.

Le débat se fera dans les deux langues. Tous les chefs de partis fédéraux (Harper, Mulcair, Trudeau, Beaulieu et May) ont été invités à participer.

10. Croyez-vous que le débat aura lieu? Qu'arrivera-t-il si les chefs de partis n'acceptent pas de participer à un tel débat?

Le débat aura lieu et nous croyons vivement que la participation à un tel débat est pertinente pour l'ensemble des partis. Au cours des dernières élections fédérales, le nombre de femmes ayant voté dépassait celui des hommes d'un demi-million. Il est clair que les femmes au pays sont des citoyennes actives et informées au niveau politique et qu'il est temps que les partis répondent directement à leurs préoccupations et à leurs intérêts.

11. En quoi le débat contribuera-t-il concrètement à faire une différence dans la vie des femmes?

Les Canadiens et les Canadiennes souhaitent faire une décision éclairée quant au chef et au parti qui les représentera. Le débat permettra de dresser un portrait plus clair pour les électeurs et les électrices au Canada en matière de stratégie adoptée par les partis (et les chefs) afin de relever les divers défis auxquels font face les femmes et les hommes. Le débat servira d'espace de débat public et permettra d'informer les Canadiens et les Canadiennes quant aux politiques que les chefs de partis comptent mettre en œuvre une fois élus. En mettant leurs politiques sur la table, les électeurs et les électrices seront plus à même de demander à leurs chefs de rendre des comptes une fois élus.

Le Regroupement pour les droits des femmes est un réseau de plus d'une centaine d'organisations de femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada qui vise à engager une discussion pancanadienne sur les droits des femmes en vue de la prochaine élection fédérale.

12. Les chefs de partis ont-ils accepté de participer au débat?

Nous avons approché de manière formelle les cinq chefs de partis (Harper, Mulcair, Trudeau, Beaulieu et May) afin de sonder leur intérêt à participer à ce débat. Certains chefs de partis ont répondu positivement, en endossant l'idée et en s'engageant à participer au débat. D'autres chefs n'ont pas encore répondu à l'appel. Personne n'a refusé d'y participer.

Nous réitérons aujourd'hui notre appel aux chefs de partis de s'engager publiquement à participer à un débat des chefs diffusé à l'échelle du pays sur des enjeux identifiés par les femmes.

13. Qui sont les responsables de la campagne *Place au débat*?

La campagne est dirigée par un regroupement de plus de 100 organisations – des groupes de défense des droits des femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada.

Le regroupement comprend un large éventail d'organisations : des groupes de défense des droits des femmes provenant de chaque région du pays, des associations de peuples Autochtones, des syndicats, des groupes communautaires, des organisations œuvrant en développement international, des associations professionnelles et des groupes confessionnels.

Ce regroupement d'organisations représente plus de 3.5 millions de personnes, d'un bout à l'autre du pays, qui s'attendent à ce que les femmes soient prises au sérieux durant les prochaines élections fédérales.

Nos organisations ont une portée nationale et représentent un très grand nombre de Canadiens et de Canadiennes. Ensemble, nous demandons l'adoption de politiques nationales et internationales plus solides au Canada en matière d'avancement des droits des femmes, notamment le droit à la dignité et à la sécurité. Ce vaste regroupement s'appuie sur la longue expérience de ses organisations membres dans la réalisation d'activités visant à faire avancer les droits des femmes et l'égalité de genre, au sein de diverses communautés au Canada et autour du monde.

Nous sommes un regroupement non partisan. *Place au débat* est une campagne non partisane et n'appuie ou n'endosse aucun parti ou plateforme électorale.

14. Comment peut-on appuyer la campagne?

Il est possible d'obtenir davantage d'information et d'appuyer la campagne en consultant www.placeaudebat.ca.

Le Regroupement pour les droits des femmes est un réseau de plus d'une centaine d'organisations de femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada qui vise à engager une discussion pancanadienne sur les droits des femmes en vue de la prochaine élection fédérale.

Nous avons besoin d'entendre les Canadiens et les Canadiennes se prononcer sur pourquoi, selon eux ou elles, les partis politiques fédéraux doivent urgemment répondre aux priorités, aux réalités et aux besoins des femmes, en débutant par un débat des chefs sur ces enjeux. Le site web est disponible dans les deux langues et contient de l'information et des outils permettant aux supporters de partager de l'information sur la campagne au sein de leurs communautés et dans les médias sociaux.

Au cours de l'année à venir, et à des moments clés, *Place au débat* organisera des événements et des activités partout au Canada sur des enjeux liés à la violence envers les femmes et les filles, aux inégalités économiques que vivent les femmes et au leadership des femmes. Il est aussi possible de vous impliquer bénévolement au sein des organisations prenant part au Regroupement.

Les organisations de société civile non partisans qui appuient *Place au débat* peuvent endosser la campagne en consultant www.placeaudebat.ca.

Le Regroupement pour les droits des femmes est un réseau de plus d'une centaine d'organisations de femmes et leurs alliés provenant de partout au Canada qui vise à engager une discussion pancanadienne sur les droits des femmes en vue de la prochaine élection fédérale.